























Prévisions économiques, Canada

Tableau 1 – Principales variables macroéconomiques, données historiques et prévisionnelles, Canada, 2023-2025

 APPECO <small>ANALYSE STRATÉGIQUE • ANALYTICS</small>	Historique				Estimé	Prévision	Tendances (2023 T4-2025 T1)
	2023 T4	2024 T1	2024 T2	2024 T3	2024 T4	2025 T1	
PIB selon les dépenses							
Niveau, G\$ enchaînés (2017)	2 388	2 400	2 413	2 420	2 439	2 454	
Croissance annualisée T/T	0,7 %	2,0 %	2,2 %	1,0 %	3,2 %	2,5 %	
Croissance en glissement annuel	1,2 %	0,8 %	1,1 %	1,5 %	2,1 %	2,2 %	
PIB par industrie, secteur des entreprises							
Niveau, G\$ enchaînés (2017)	1 813	1 817	1 825	1 828	1 844	1 856	
Croissance annualisée T/T	1,8 %	1,0 %	1,8 %	0,7 %	3,4 %	2,7 %	
Croissance en glissement annuel	1,5 %	0,8 %	1,0 %	1,3 %	1,7 %	2,1 %	
Ventes au détail							
Niveau, M\$	66 675	66 363	66 082	66 799	67 815	68 094	
Croissance annualisée T/T	4,3 %	-1,9 %	-1,7 %	4,4 %	6,2 %	1,7 %	
Croissance en glissement annuel	2,1 %	0,7 %	0,8 %	1,2 %	1,7 %	2,6 %	
IPC, total							
Niveau, indice (2002 = 100)	159	160	161	161	162	163	
Croissance annualisée T/T	2,5 %	1,3 %	2,4 %	1,8 %	2,0 %	2,4 %	
Croissance en glissement annuel	3,2 %	2,9 %	2,8 %	2,0 %	1,9 %	2,2 %	
IPC, excluant les aliments et l'énergie							
Niveau, indice (2002 = 100)	149	150	151	152	152	153	
Croissance annualisée T/T	3,4 %	1,9 %	2,7 %	2,0 %	1,9 %	2,3 %	
Croissance en glissement annuel	3,4 %	3,0 %	2,8 %	2,5 %	2,1 %	2,2 %	
Investissement privé							
Niveau, G\$ enchaînés (2017)	412	411	414	411	412	414	
Croissance annualisée T/T	-7,6 %	-0,9 %	3,3 %	-3,6 %	1,2 %	2,2 %	
Croissance en glissement annuel	-1,6 %	-1,4 %	-2,3 %	-2,3 %	0,0 %	0,7 %	
Emploi salarié							
Niveau, k personnes	18 041	18 114	18 181	18 222	18 227	18 317	
Croissance annualisée T/T	-0,5 %	1,6 %	1,5 %	0,9 %	0,1 %	2,0 %	
Croissance en glissement annuel	1,6 %	1,2 %	1,2 %	0,9 %	1,0 %	1,1 %	

Source : Modélisation et prévisions par AppEco à partir des données mensuelles du Baromètre des affaires^{MD} de la FCEI.

Note : Les prévisions sont basées sur les données pondérées de la FCEI. L'interprétation de la dynamique récente peut différer de celle des données non pondérées. Toutes les séries sont désaisonnalisées.

Croissance économique plus forte que prévu au Canada au T4 2024, et croissance modérée au T1 2025

Les prévisions économiques basées sur les données les plus récentes du Baromètre des affaires^{MD} indiquent que la croissance du PIB a augmenté pour s'établir à 3,2 % au T4 2024, notamment grâce à la solide performance du secteur des entreprises en septembre et octobre. Cette croissance devrait ralentir au T1 2025, tout en demeurant solide (2,5 %).

Les ventes au détail ont dépassé les attentes au T3 2024, affichant une hausse de 4,4 % en valeur nominale. Cette hausse s'est poursuivie au T4 et l'estimation actuelle de 6,2 % est soutenue par une croissance solide en septembre et octobre. Cependant, cette situation s'explique en partie par l'augmentation des prix, le niveau des ventes étant demeuré relativement stable en octobre. La croissance des ventes au détail prévue pour le début de 2025 est de 1,7 %, ce qui est relativement faible par rapport à la moyenne historique.

Le taux d'inflation basé sur l'IPC a baissé de manière significative au T3, tel qu'anticipé, et devrait se stabiliser aux alentours de la cible de la Banque du Canada (2 %) sur une base annuelle. Avec le taux directeur dans la zone neutre ou plus proche de celle-ci, les entreprises et les consommateurs devraient s'attendre à une trajectoire plus modeste pour les baisses des taux en 2025.

L'investissement privé a affiché un rebond au T4 2024, et sa croissance devrait s'accélérer en 2025 après des résultats décevants en 2024. Cependant, il se situe actuellement approximativement au même niveau que l'an dernier.

La croissance de l'emploi salarié a continué de s'affaiblir au T4, affichant un gain de seulement 0,1 %. On s'attend néanmoins à un rebond au T1 2025, avec une croissance prévue de 2,0 %.

Dans ce numéro

Page 2 –
Postes vacants dans le secteur privé

Page 3 – *Le point*
Les PME actives à l'international font face à des défis importants

Page 4 – *Profil sectoriel*
Services financiers, et services professionnels et aux entreprises

Page 5 –
À propos de la FCEI et notre méthodologie

Postes vacants dans le secteur privé – T4 2024



Légère diminution du taux de postes vacants

Au T4 2024, le taux de postes vacants du secteur privé canadien a légèrement diminué pour s'établir à 2,7 % (Figure 1), ce qui correspond à une baisse annuelle de 0,9 point de pourcentage.

Taux de postes vacants stables dans toutes les provinces

Le Manitoba (-1,3), la Saskatchewan (-1,1), le Québec (-1,1) et l'Ontario (-1,1) ont enregistré les variations annuelles les plus importantes. À l'exception du Nouveau-Brunswick (-0,3), toutes les provinces ont affiché une légère baisse (-0,1) par rapport au trimestre précédent (Figure 1 et Tableau 2).

Baisse du taux de postes vacants dans la plupart des secteurs

Les secteurs de la construction et de l'hébergement et la restauration ont enregistré les baisses annuelles les plus importantes (-1,5), suivis des services personnels (-1,3) et de l'agriculture (-1,3). Quasiment tous les secteurs ont enregistré une baisse du taux de postes vacants par rapport au trimestre précédent. Ceux de la construction (-0,3), des services personnels (-0,2), de l'agriculture (-0,2), de l'hébergement et la restauration (-0,2) et du commerce de détail (-0,2) ont enregistré les baisses les plus importantes (Figure 2 et Tableau 2).

Baisse du taux plus marquée dans les plus petites entreprises

Les entreprises comptant moins de 50 employés ont enregistré les baisses trimestrielle et annuelle les plus importantes. Cependant, leurs taux demeurent supérieurs à ceux des autres tailles d'entreprises (Figure 3 et Tableau 2).

Sources

(1) FCEI, Sondage *Les perspectives de votre entreprise*, janvier 2004-décembre 2024. Données désaisonnalisées.

(2) Statistique Canada. Tableau 14-10-0398-01. Données désaisonnalisées.

(3) Les variations sur 3 et 12 mois sont en points de pourcentage.

Figure 1 – Taux de postes vacants, Canada^{1,2}

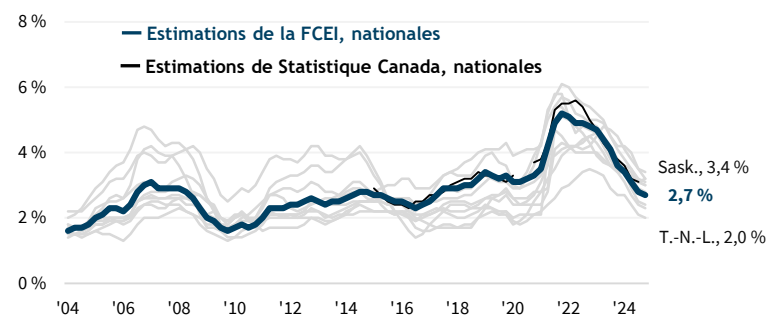


Figure 2 – Taux de postes vacants par secteur, Canada¹

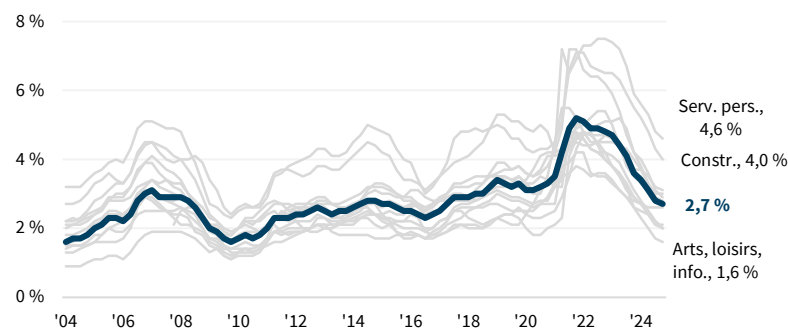


Figure 3 – Postes vacants (en milliers)¹

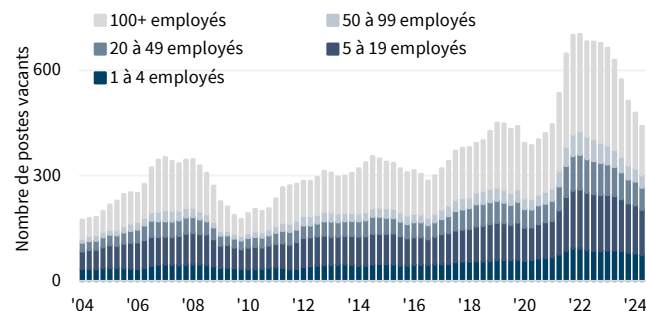


Tableau 2 – Postes vacants dans le secteur privé, T4 2024

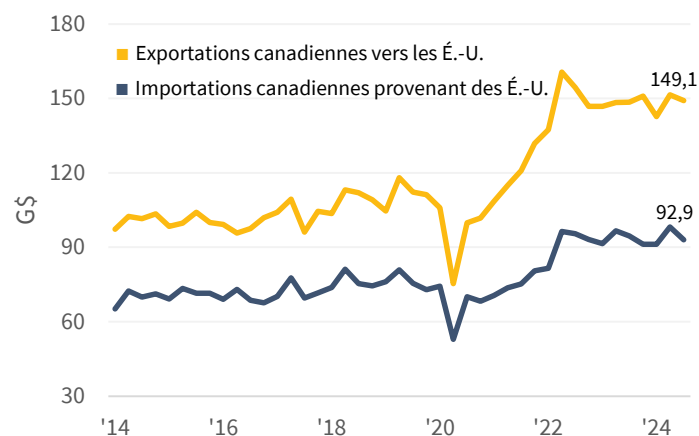
	Taux de postes vacants (%)	Variation sur 3 mois ³	Variation sur 12 mois ³	Postes vacants (n)
Canada	2,7	-0,1	-0,9	378 300
Saskatchewan	3,4	-0,1	-1,1	12 600
Île-du-Prince-Édouard	3,2	0,1	-0,4	1 700
Nouveau-Brunswick	3,2	-0,3	-1,0	8 400
Colombie-Britannique	3,1	-0,1	-0,7	61 200
Nouvelle-Écosse	3,0	-0,1	-0,4	9 900
Québec	3,0	-0,1	-1,1	94 000
Alberta	2,8	-0,1	-0,6	49 100
Manitoba	2,4	-0,1	-1,3	11 300
Ontario	2,3	-0,1	-1,1	127 000
Terre-Neuve-et-Labrador	2,0	-0,1	-0,7	3 100
Services personnels	4,6	-0,2	-1,3	28 400
Construction	4,0	-0,3	-1,5	50 500
Services professionnels	3,1	-0,1	-0,6	39 900
Santé et éducation	3,0	0,0	-1,0	38 000
Agriculture	2,9	-0,2	-1,3	5 400
Gestion d'entreprises	2,8	-0,1	-0,8	26 700
Transports	2,7	-0,1	-0,8	18 200
Hébergement et restauration	2,7	-0,2	-1,5	37 100
Finance, assurance et immobilier	2,6	0,0	-0,3	29 200
Commerce de gros	2,1	0,0	-0,5	17 500
Ressources naturelles	2,0	-0,2	-0,8	4 500
Fabrication	2,0	-0,1	-0,9	32 800
Commerce de détail	2,0	-0,2	-1,1	40 500
Arts, loisirs et information	1,6	-0,1	-1,0	9 800
1 à 4 employés	5,7	-0,2	-1,5	63 400
5 à 19 employés	4,6	-0,3	-1,4	107 000
20 à 49 employés	2,9	-0,2	-0,9	53 900
50 à 99 employés	2,4	0,0	-0,3	34 600
100+ employés	1,6	-0,1	-0,9	119 400

Le commerce Canada-É.-U. en chiffres

Les États-Unis sont le principal partenaire commercial du Canada en raison de la forte interconnexion entre les deux pays et des dispositions relatives à l'élimination des droits de douane en vertu de l'Accord Canada-États-Unis-Mexique (ACEUM). Au cours des 10 dernières années, les deux tiers des importations canadiennes provenaient des É.-U., et les trois quarts des exportations canadiennes étaient destinées aux É.-U.¹.

Les exportations canadiennes vers les É.-U. ont avoisiné les 100 G\$ par trimestre durant la majeure partie de la décennie jusqu'à la pandémie². Par la suite, les exportations ont explosé en valeur nominale, en partie à cause de la forte inflation. La contribution des PME représente environ 41 % de toutes les exportations vers les É.-U.³. Les importations canadiennes représentaient environ 75 G\$, puis ont augmenté après 2020 à environ 90 G\$ par trimestre².

Figure 4 – Importations et exportations Canada-É.-U., T1 2014-T3 2024, en milliards de dollars (G\$)



Les PME souffrent déjà de la faible demande

Depuis le début de 2024, l'insuffisance de la demande (intérieure et extérieure) est le plus important obstacle aux ventes ou à l'augmentation de la production des PME. C'est encore pire pour les entreprises qui font du commerce international. L'insuffisance de la demande touche environ 68 % des PME exportatrices et constitue le principal frein à la croissance de 59 % des PME importatrices (Tableau 3).

De plus, les entreprises importatrices sont touchées de manière disproportionnée par divers autres obstacles, comme les contraintes d'espace physique (27 % contre 21 % pour les PME actives uniquement sur le marché intérieur) et les contraintes liées à la distribution de produits (24 % contre 11 %).

Tableau 3 – Insuffisance de la demande : un obstacle encore plus important aux ventes ou à l'augmentation de la production pour les entreprises actives à l'international⁴, % DES RÉPONSES

	PME actives uniquement sur le marché intérieur	PME exportatrices	PME importatrices
Demande insuffisante (intérieure ou extérieure)	48	68	59
Pénurie de main-d'œuvre qualifiée	46	28	33
Manque de fonds de roulement	28	22	29
Contraintes d'espace physique	21	17	27
Pénurie de main-d'œuvre non-qual.	19	15	17
Contraintes de distribution de produits	11	13	24
Manque d'intrants	8	10	11

Remarque: Le tableau est trié selon la première colonne dans l'ordre décroissant.

Sources

- (1) Statistique Canada. [Tableau 12-10-0127-01](#).
- (2) Statistique Canada. [Tableau 12-10-0005-01](#).
- (3) Innovation, Sciences et Développement économique Canada, [Principales statistiques relatives aux petites entreprises](#) 2023. Tableau 9.
- (4) FCEI, Sondage *Les perspectives de votre entreprise*, juillet-décembre 2024, n = 2 810.
- (5) FCEI, Sondage *Votre Voix*, 5-29 décembre 2024, n = 1 898.

Impacts potentiels de nouveaux tarifs É.-U.-Canada sur les PME canadiennes

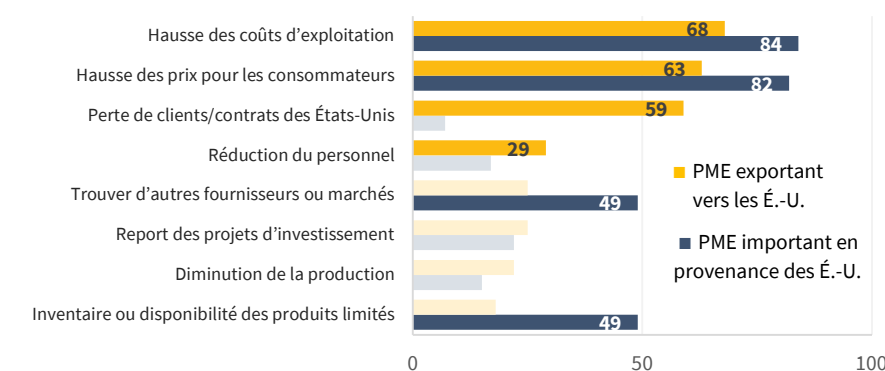
Avec la menace imminente de tarifs douaniers des É.-U. sur les exportations canadiennes, et d'éventuelles mesures de représailles, la forte majorité (82 %) des entreprises canadiennes qui importent ou exportent des marchandises en provenance ou à destination des É.-U. estiment que leurs activités seront touchées de manière significative⁵.

Presque deux tiers des entreprises qui exportent des marchandises vers les É.-U. anticipent une hausse des coûts d'exploitation (68 %), une hausse des prix pour les consommateurs canadiens (63 %) et potentiellement une perte de clients/contrats des États-Unis (59 %).

Les entreprises qui importent des marchandises provenant des É.-U. craignent des tarifs imposés en représailles par le Canada. Une grande proportion de PME importatrices anticipe une hausse des coûts d'exploitation (84 %), une hausse des coûts pour les consommateurs (82 %), le besoin de trouver d'autres fournisseurs ou marchés pour leurs produits/services (49 %) et la possibilité d'une disponibilité de produits limitée (49 %).

Figure 5 – Impacts potentiels des tarifs sur les PME canadiennes

QUEL SERAIT L'IMPACT SUR VOTRE ENTREPRISE D'UN TARIF DOUANIER DE 25 % SUR LES PRODUITS CANADIENS, SUIVI POTENTIELLEMENT D'UN TARIF DE REPRÉSAILLES DU CANADA? (SÉLECTIONNER TOUTES LES RÉPONSES PERTINENTES), % DES RÉPONSES⁵



Portrait

Tableau 4a – Services financiers, Canada

	PIB ^{1,2}	Entreprises ³	Main-d'œuvre ⁴
Total	455 G\$	1 184 500	1 387 000
Part du secteur dans l'économie	20 %	25 %	7 %
Part des PME dans le secteur	46 %	99,9 %	41 %

Tableau 4b – Services professionnels et aux entreprises, Canada

	PIB ^{1,2}	Entreprises ³	Main-d'œuvre ⁴
Total	223 G\$	714 300	2 565 000
Part du secteur dans l'économie	10 %	15 %	13 %
Part des PME dans le secteur	63 %	99,99 %	70 %

Le secteur des **services financiers**⁵ comprend les établissements qui effectuent des opérations financières ou en facilitent l'exécution (finance et assurance). Aussi compris sont les établissements dont l'activité principale consiste à conférer le droit d'usage de biens par la location, la location à bail, ainsi que ceux dont l'activité consiste à gérer des biens immobiliers pour un tiers, à vendre, à louer et/ou à acheter des biens immobiliers pour un tiers, et à évaluer des biens immobiliers.

Le secteur des **services professionnels et aux entreprises**⁵ comprend les établissements qui fournissent des services professionnels, scientifiques et techniques, ainsi que ceux qui soutiennent les opérations quotidiennes d'autres organisations ou les opérations de gestion des déchets. Le secteur de la gestion des sociétés et des entreprises est également inclus. Notre analyse porte uniquement sur les PME privées.

Sources

- (1) Statistique Canada. Tableau 36-10-0434-03.
- (2) Innovation, Sciences et Développement économique Canada, Principales statistiques relatives aux petites entreprises 2023. Tableau 11. Les secteurs du logement et de la gestion des sociétés et des entreprises sont non disponibles.
- (3) Statistique Canada. Tableau 33-10-0717-01 et Tableau 33-10-0718-01.
- (4) Statistique Canada, Enquête sur la population active, tabulations personnalisées. Les données sur la main-d'œuvre du secteur de gestion des sociétés et des entreprises sont non disponibles.
- (5) Statistique Canada. Système de classification des industries de l'Amérique du Nord (SCIAN) Canada 2022 version 1.0.
- (6) FCEI, Sondage *Les perspectives de votre entreprise*, janvier 2014-décembre 2024, fcei.ca/barometre.
- (7) FCEI, Baromètre des affaires®, Rétrospective 2024, fcei.ca/recherche.

Situation actuelle

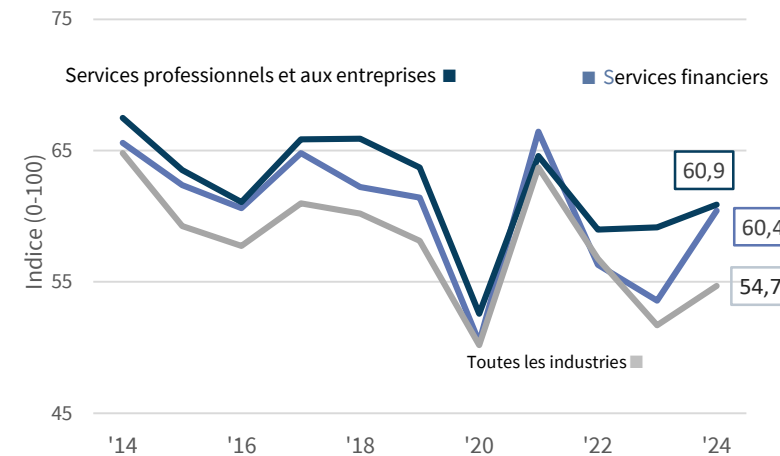
L'indice de confiance à long terme des entreprises de services professionnels a toujours été supérieur à la moyenne de tous les secteurs et est demeuré plus solide les 2 dernières années (Figure 6).

La tendance diffère un peu chez les PME de services financiers : leur niveau d'optimisme a chuté rapidement entre 2021 et 2023 (baisse de plus de 10 points), mais suit une tendance à la hausse depuis.

Ces secteurs figurent parmi les secteurs les plus optimistes derrière celui des arts, loisirs et information⁷.

Figure 6 – L'indice de confiance des entreprises de services prof./aux entreprises et de services financiers baisse depuis 2 ans, mais demeure bien supérieur à la moyenne de tous les secteurs

L'indice de confiance des PME sur 12 mois⁶, annualisé



Défis

La plupart des entreprises de services professionnels et de services financiers sont préoccupées par les coûts d'assurance, les coûts fiscaux et réglementaires et les charges salariales. Les coûts d'occupation et les coûts d'emprunt alourdissent les pressions financières d'une part importante de ces PME (Tableaux 5 et 6).

Tableau 5 – Ces secteurs signalent en moyenne les mêmes principaux types de pressions sur les coûts que toutes les entreprises

PRINCIPALES CONTRAINTES DE COÛTS DES PME, 2024, % DES RÉPONSES⁶

	Toutes les PME	Professionnels	Financiers
Coûts d'assurance	68	→ 60	→ 54
Coûts fiscaux et réglementaires	67	→ 62	→ 70
Charges salariales	66	→ 65	→ 58
Coûts des carburants	53	26	38
Coûts d'occupation	48	→ 42	→ 49
Coûts d'emprunt	45	→ 40	→ 45
Coûts de l'électricité	44	26	40
Coûts des intrants	36	19	18
Coûts du matériel et de la technologie	31	29	26
Autres coûts de l'énergie	20	10	19

Tableau 6 – Les pénuries de main-d'œuvre qualifiée - la principale limite⁶

PRINCIPALES LIMITES EN TERMES DE CROISSANCE DES PME, 2024, % DES RÉPONSES⁶

	Toutes les PME	Professionnels	Financiers
Demande insuffisante	50	36	44
Pénurie de main-d'œuvre qualifiée	45	61	50
Manque de fonds de roulement	29	25	26
Contraintes d'espace physique	22	16	13
Pénurie de main-d'œuvre non-qualifiée	20	11	13
Contraintes de distribution	13	4	11
Manque d'intrants	9	5	8

Méthodologie

Nos recherches s'appuient sur les points de vue de nos membres recueillis par les divers sondages que nous menons par Internet à accès contrôlé. La FCEI fonctionne selon le principe « un membre, un vote ». Nous produisons des analyses claires, crédibles et convaincantes dans l'objectif de soutenir la réussite des PME canadiennes.

Les membres de la FCEI sont bien représentés dans toutes les régions, industries et tailles d'entreprise. Par conséquent, les données de nos sondages offrent des estimations raisonnables de la répartition de l'activité économique à l'échelle nationale.

Notre sondage mensuel **Les perspectives de votre entreprise** analyse la confiance, les attentes et les perspectives des propriétaires de PME du Canada à l'égard de la situation générale des affaires. Les résultats s'appuient sur plusieurs centaines de réponses recueillies auprès d'un échantillon aléatoire stratifié de membres de la FCEI. Les résultats sont publiés le dernier jeudi de chaque mois dans notre Baromètre des affaires^{MD}. Consultez les résultats pour l'ensemble du Canada, par province et par secteur à fcei.ca/barometre.

Notre sondage omnibus mensuel **Votre Voix** couvre un vaste éventail de sujets qui portent sur les PME. Les résultats sont basés sur plusieurs milliers de réponses reçues chaque mois et sont présentés sous forme de graphiques clés que vous pouvez consulter à fcei.ca/recherche.

Les prévisions à court terme se fondent sur les résultats du sondage *Les perspectives de votre entreprise* mené par la FCEI, dont les données sont disponibles le mois même de leur collecte. La plupart des autres indicateurs économiques rendus publics ont pour leur part toujours un délai entre la collecte et la publication, parfois de plus de deux mois.

Les estimations sur les postes vacants se fondent aussi sur ce sondage. L'analyse utilise les données du sondage de la FCEI, de l'Enquête sur l'emploi, la rémunération et les heures de travail de Statistique Canada et des compilations personnalisées de l'Enquête sur la population active de Statistique Canada.

Pour en savoir plus sur notre méthodologie, visitez fcei.ca/recherche.

À propos de la FCEI



La Fédération canadienne de l'entreprise indépendante (FCEI) est le plus grand regroupement de PME au pays, comptant 100 000 membres dans tous les secteurs d'activité et toutes les régions. Elle vise à augmenter les chances de succès des PME en défendant leurs intérêts auprès des gouvernements, en leur fournissant des ressources personnalisées et en leur offrant des économies exclusives. Visitez fcei.ca pour en savoir plus.

FCEI Économie

Simon Gaudreault
Économiste en chef et
vice-président, recherche

Andreea Bourgeois
Directrice, économie

Laure-Anna Bomal
Économiste

Alchad Alegbeh
Analyste de la recherche

 fcei.ca/recherche

 recherche@fcei.ca

 [@CFIB_FCEI_Stats](https://twitter.com/CFIB_FCEI_Stats)

À propos d'AppEco




[AppEco](https://appeco.ca) est une firme de consultation spécialisée en analyse économique et stratégique. AppEco possède une expertise reconnue et livre des prestations de première qualité en économie appliquée : études d'impact économique, enquêtes et sondages, analyses avantages-coûts, modélisation, économétrie, tarification, etc. Elle a pour mission d'offrir des prestations utiles qui contribuent à la croissance et aux projets de ses clients. AppEco travaille avec des entreprises de toutes les tailles : PME, multinationales, administrations publiques et organismes sans but lucratif. Consultez appeco.ca/fr/ pour en savoir plus.

Pierre Emmanuel Paradis
Président et économiste

Richard Fahey
Vice-président et avocat

Julien Mc Donald-Guimond
Directeur et économiste

 appeco.ca

 info@appeco.ca

 AppEco